

11^e édition des Magritte du cinéma

4/6

CINÉMA

LES
MAGRITTE
DU CINÉMA

Après une année sans, suite à la pandémie, la cérémonie des Magritte du cinéma est de retour ce samedi 12 février en direct du Square, au Mont-des-Arts à Bruxelles. Durant toute la semaine, « Le Soir » se plonge dans le 7^e art belge. Aujourd'hui, l'économie du cinéma belge. A lire demain : rencontre avec Nathalie Uffner.

Un cinéma belge en plein-emploi, mais à la distribution fragile

Comment se porte l'économie du cinéma belge ? Durant la pandémie, les équipes n'ont (presque) pas cessé de tourner, et le marché des plateformes ouvre de belles perspectives. Gare à la surchauffe.



Hausse des taux : le décret SMA ouvre les appétits

C'est une petite phrase, prononcée ce mardi au parlement FFW par la ministre de la Culture Bénédicte Linard (Ecolo) : « Je réaffirme ma volonté de modifier les taux de contribution à la production audiovisuelle (de manière) ambitieuse et structurante pour tout l'écosystème. » Un an après l'adoption du décret SMA (Services de médias audiovisuels), il y a donc une volonté belge

ALAIN LALLEMAND

Cela peut surprendre mais, même si les sorties en salles sont embouteillées et souffrent d'une billetterie anormalement basse, le cinéma belge francophone est aujourd'hui en régime de plein-emploi. « En réalité, on ne s'est jamais arrêté sauf durant le premier confinement », note Jacques-Henri Bronckart (Versus Production) : « A partir de mai-juin 2020, tout s'est réactivé : on a tourné, on a continué à post-produire, on a beaucoup développé, l'activité ne s'est plus interrompue. »

« On a été l'un des premiers pays en Europe à avoir repris les tournages », confirme Jean-Yves Roubin (FraKas Productions) « et là je dois féliciter nos politiciens au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les assurances ne voulaient pas garantir ce qui était lié aux aléas du covid, et grâce au fonds de garantie institué par la FFWB, nous avons pu redémarrer au 1^{er} juillet 2020. Un fonds de garantie dont nous avons toujours besoin aujourd'hui. »

Anton Iffland Stettner (Stenola Productions) abonde : « Sans ce fonds de garantie, on n'aurait pas pu tourner, tout simplement. » « On peut critiquer beaucoup de choses, mais là, le Centre du cinéma et la ministre de la Culture ont été très réactifs », souligne Jacques Henri Bronckart : « Sans cela, le risque de tournage aurait été beaucoup trop lourd. Ce fonds a été reconduit, et heureusement, car en tant que structure de production, on a été très peu aidés. Si je compare avec d'autres pays, que ce soit en production ou en distribution, les Allemands ou les Français ont été extrêmement bien accompagnés. Même les Flamands ont été beaucoup mieux soutenus que nous. »

Cela ne signifie pas que tout a été facile : un film comme *Les Intranquilles*, de Joachim Lafosse, a eu la chance de passer – pour l'essentiel – entre les gouttes. « On a tout de même dû reporter le tournage à cause du covid », se souvient Anton Iffland Stettner. « Cela a mis un stress supplémentaire sur l'organisation car les frontières ne se sont ouvertes que le 15 juin 2020, or, comme c'est une coproduction Belgique-Luxembourg-France, on a eu beaucoup moins

de temps de préparation que d'habitude. Il y a eu ensuite les contraintes covid sur le tournage. Mais c'est un film qui a été relativement épargné. »

Mais tous s'accordent sur un point : aujourd'hui, c'est le plein-emploi. « Avec la montée en puissance des plateformes et la concurrence qui s'est fait jour », constate Geneviève Lemal (Scope Pictures), « il y a une demande de contenu énorme, tant en films qu'en séries. »

Hausse des coûts

Au risque que la machine soit entrée en phase de surchauffe ? « C'est un peu l'âge d'or pour les scénaristes, je pense », constate Geneviève Lemal. « C'est une opportunité, jusqu'au jour où les plateformes décideront de produire en direct. »

« On a même du mal, nous producteurs, à monter des équipes », souligne Jean-Yves Roubin. « Nous sommes en train de monter des équipes pour la fin de l'année, on doit s'y prendre six ou sept mois à l'avance afin de trouver du personnel pour les tournages. Cela suppose des négociations salariales avec les techniciens, le coût des tournages augmente, les charges sociales sont extrêmement élevées en Belgique, ce qui nous pose d'ailleurs problème pour attirer des projets internationaux puisque, en Europe de l'Est, salaires et charges sociales sont beaucoup plus bas. On perd certains marchés à cause des coûts de tournage. »

« Au niveau des salaires, il y a un emballement qui est difficile à suivre pour les producteurs », note Anton Iffland Stettner. Jacques-Henri Bronckart opine : « Nous faisons face aujourd'hui à une inflation importante des coûts de production, qui n'est pas nouvelle mais s'est accentuée. De plus en plus de séries se tournent, ce qui signifie beaucoup de jours de tournage, des post-productions plus longues, et on se retrouve à négocier de plus en plus difficilement avec les techniciens, qui ont des prétentions salariales beaucoup plus importantes. »

Embouteillage en salle

A cela s'ajoute une distribution congestionnée. « C'est compliqué », poursuit Jacques-Henri Bronckart, « car il y a à la fois cette hausse des coûts et une baisse des financements à tous niveaux. Tous

« *Les Intranquilles* » de Joachim Lafosse, est passé pour l'essentiel à travers les gouttes. » DR.

ceux qui préfinançaient le cinéma – comme les distributeurs, les vendeurs internationaux et même les chaînes de télévision – ont baissé leurs interventions. »

Pourquoi ? Parce que les trésoreries des diffuseurs sont à l'étiage, alors que l'offre de film déborde. Et que les recettes en salle ne sont pas au rendez-vous. « C'est la cata », reconnaît Geneviève Lemal : « Toute une partie des spectateurs ont modifié leurs habitudes, ils ont découvert les plateformes. Les jeunes sont revenus, mais il y a toute une partie du public qu'on a perdue. Nous avons par exemple un film en préparation, que nous avons bien prévu car il s'adresse aux 25-35 ans : le premier public à être retourné dans les salles. Par contre les films d'époque, qui s'adressent davantage au public âgé, font des performances en dessous de leurs attentes, je pense. »

« Les recettes d'exploitation se sont de plus en plus asséchées », confirme Jacques-Henri Bronckart. « Je prends l'exemple de *Nobody has to know*, le film de Bouli Lanners tourné il y a deux ans et qui sort en salle ce 23 mars : c'est un film en anglais, quasi pas financé en France, pour lequel nous avons perçu moins de préfinancement que souhaité. Sorti en septembre au festival de Toronto, il s'est déjà vendu dans une quinzaine de territoires. Mais à des montants divisés par 3 ou 4, parce que tous les distributeurs indépendants sont exsangues. Ils se sont pris deux ans de crise sanitaire dans les dents et les entrées ont été très mauvaises pour le cinéma Art & Essai : les gens ne viennent plus comment avant. Et il y a eu embouteillage de films. »

Pour Anton Iffland Stettner, « il existe une difficulté pour les distributeurs de faire vivre les films à l'écran, à deux niveaux : au niveau de l'ampleur de leur programmation d'une part, et d'autre

part, plus le temps est court, plus le nombre d'écrans est réduit, et moins on peut aller chercher le spectateur. Donc, oui, il y a encore un embouteillage. » Et la crise sanitaire pèse encore, pas uniquement au niveau des jauges réduites : « Prenez le film de Jan Bucquoy : sans stéréotyper, beaucoup de gens qui voudraient voir le film de Jan n'ont pas leur CST et, du coup, ne peuvent pas venir en salle. Les Grignoux font des mardis sans CST, mais ça reste une minorité. » Les séries connaissent-elles le même type d'embouteillage ? « Non, là il y a un appétit évident du marché », se réjouit Jacques-Henri Bronckart. Au point que, comme nombre de ses confrères, « on a décidé de diversifier beaucoup plus nos activités, de ne pas être uniquement dans le cinéma : on développe beaucoup de projets de séries, aussi des projets de films pour des plateformes. »

Comment aider le secteur ?

Faut-il, comme on l'entend souvent, refinancer la Commission de sélection des films ? « Oui, complètement », juge Anton Iffland Stettner. « On a des tas d'écoles ici en Belgique qui produisent un vrai savoir-faire tant au niveau des auteurs, des réalisateurs que des techniciens. Si on veut continuer à faire s'épanouir ce vivier, il faut lui donner de la place, et cette place, c'est du financement pour les films belges. »

Jean-Yves Roubin précise : « Il faut un refinancement de la Commission de sélection qui puisse aider les auteurs et autrices à écrire, et nous aider nous à développer les films. » Geneviève Lemal abonde : « Les producteurs vous diront toujours qu'il faut plus d'argent dans la Commission. Evidemment que la commission pourrait avoir plus d'argent, mais c'est un guichet assez généreux. Là où la Communauté française pourrait mettre davantage d'argent, c'est sur l'écriture et le développement : les auteurs. Là, il n'y a pas assez de financement en Belgique. Souvent, dans les dossiers, les auteurs cèdent une option pour un euro. Les producteurs ont du mal à payer les auteurs avant que leur film soit financé. Donc, c'est là, pour moi, qu'il manque le plus d'argent. »

francophone de faire contribuer les opérateurs audiovisuels à un niveau bien supérieur aux 2,2 % actuels de leur chiffre d'affaires (c'est 20 % en France, mais calculé différemment). Tous les producteurs salivent, Geneviève Lemal en tête : « En Belgique, la contribution des plateformes à la production cinéma, c'est rikiki par rapport à la France. Une hausse du taux SMA représenterait un refinancement très supérieur à ce qu'on pourrait espérer d'une hausse de la dotation de la Commission de sélection des films. Maintenant, ça n'irait pas nécessairement vers les mêmes projets : les comités éditoriaux des plateformes ne font pas nécessairement les mêmes choix que la Commission de sélection. » Pour aller vers quel taux ? Geneviève Lemal distingue : « Pour moi, la base ne peut pas être la même pour une chaîne de télé et pour une plateforme. Les plateformes ne font que diffuser du contenu (séries et films), elles n'ont pas d'autres frais. Avoir un même taux pour tous n'aurait pas beaucoup de sens. » A.L.